L'Uniopss auditionnée au Sénat sur le PLF Hébergement/Logement/Rénovation énergétique

L'Uniopss a été auditionnée avec ses adhérents le 2 novembre par la rapporteure pour avis de la Commission des affaires sociales au Sénat sur le PLF/Mission Cohésion des territoires, Nadia Sollogoub, en présence de la vice-présidente de la Commission des affaires sociales, Ghislaine Senée. L'Uniopss et ses adhérents ont pu porter leurs priorités et ont reçu une écoute de qualité.

Publié le 4 novembre 2026
De Uniopss

LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS
GESTION - FINANCEMENT
PLF/PLFSS
ANALYSE
INFO NATIONALE



Lors de son audition le 2 novembre dernier au Sénat sur la Mission Cohésion des territoires du PLF 2027, l'Uniopss a porté un certain nombre de messages :

1/ Le budget est sincérisé cette année par rapport aux crédits consommés en 2025, ce que nous saluons réellement, dans le contexte budgétaire qui est le nôtre.

2/ Mais en l'état, ce budget ne permettra pas de financer de nombreux éléments essentiels :

- Des charges qui vont s'imposer aux structures telles que l'intégralité de la fusion accords CHRS, les évolutions sur la taxe d'apprentissage, l'inflation à 3 %, l'augmentation du SMIC à 4 % ;
- Des besoins non couverts, rendus évidents par les enfants à la rue et les morts à la rue, encore plus en cette année de canicule, et la priorisation intenable entre situations de détresse, d'où notre demande de création de 10 000 places supplémentaires et d'un plan canicule permettant des investissements pour faire évoluer les bâtis, se doter d'équipements d'adaptation à la canicule, tant en hébergement qu'en logement accompagné, et logement social, tout en revenant au niveau d'investissement de 2024 pour la rénovation énergétique du parc privé avec MaPrimeRénov'.

3/ Cette sincérisation intervient, par ailleurs, dans un contexte de sous-budgétisation chronique depuis des années qui a fragilisé financièrement les acteurs, alors que des

coupes ont été faites à l'été 2026, avec des tensions très fortes notamment en Ile-de-France, et alors que la canicule de cette année a engendré des surcoûts importants qu'il faut pouvoir anticiper pour 2027 et au-delà désormais.
4/ Dans ce contexte, les acteurs ont absolument besoin d'une pérennisation de leur financement, et appellent à ne pas abandonner la veille sociale qui est le parent pauvre du budget, non revalorisée depuis plus de 10 ans.
5/ Ce budget est aussi impacté par les coupes ou les non-revalorisations envisagées sur le secteur du logement, qui vont contribuer à accroître la saturation du secteur de l'hébergement.

- L'absence de revalorisation du financement des pensions de famille depuis plusieurs années ;
- Le gel de la revalorisation des barèmes de l'APL ;
- Le délai de carence de 1 an prévu par le PLFSS pour bénéficier de l'APL pour les étrangers extracommunautaires ;
- La suppression de l'APL étudiants étrangers extracommunautaires depuis juillet 2026 ;
- Le désengagement de l'Etat dans le financement du logement locatif social et l'utilisation du FNAVDL pour le compenser, notamment en Outre-Mer.

L'Uniopss et ses adhérents ont reçu de la part des sénatrices une écoute de qualité :

- La rapporteure s'est dite prête à donner à voir, dans son rapport, à la fois ce qui justifiait la sincérisation indispensable de ce budget et ce qui justifierait de le revoir à la hausse pour mieux tenir compte des surcoûts intervenus en 2026, des enjeux liés à l'adaptation à la canicule, et de la situation financière fragile des associations, rendue manifeste à l'occasion de la mobilisation *"Et si nous arrêtions vraiment"?*
- La vice-présidente de la Commission des affaires sociales a indiqué être particulièrement sensible à nos alertes sur le logement social et sur la veille sociale, ainsi que sur celles concernant le versement tardif des subventions, avec la volonté de porter un financement pluriannuel au maximum pour notre secteur.

Vous trouverez également les propositions de l'Uniopss en amont de la parution des bleus budgétaires, son analyse des bleus budgétaires et ses propositions pour les faire évoluer, les réponses de l'Uniopss et de ses adhérents au questionnaire transmis par la sénatrice pour la rédaction de

son rapport dans les documents téléchargeables ci-dessous, ainsi que les documents présentant le bilan de la mobilisation "*Et si nous arrêtions vraiment?*".